





THÉMATIQUES DU BLOG

Commémoration ▪ Droits humains ▪
 Démocratie ▪ Italie ▪ Mémoire ▪
 Suisse ▪ droits démocratiques ▪ histoire ▪
 populisme ▪ xénophobie

Un message indigne d'un président de la Confédération helvétique

11 Réactions

 alerter 3102 re i v n a j 08 Partager @Envoyer Imprimer Augmenter Réduire

Par Charles Heimberg

 Recommander 2

M. Ueli Maurer, président de la Confédération helvétique, membre et ancien dirigeant d'un parti d'extrême-droite altérophobe et néanmoins gouvernemental, a publié dans le cadre de la Journée de la mémoire du 27 janvier, qui est aussi consacrée à la prévention des crimes contre l'humanité, un message qui n'est pas digne de sa fonction.

En voici la teneur exacte (c'est nous qui soulignons) :

« L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de dédier le 27 janvier à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Ce jour doit autant évoquer le souvenir des crimes terribles et de l'immense souffrance que nous inciter à toujours nous opposer aux tendances totalitaires et antidémocratiques, en nous engageant pour la liberté, la démocratie et l'État de droit.

Le 10 octobre 2010, je me suis rendu au Mémorial Yad Vashem à Jérusalem. Dans le Hall du souvenir, j'ai ravivé la flamme éternelle qui brûle en mémoire des victimes de l'Holocauste et déposé une gerbe de fleurs. Ensuite, j'ai inscrit les mots « Plus jamais ! » dans le livre d'honneur du musée.

Je suis en pensée avec les victimes.

Durant cette période sombre pour le continent européen, la Suisse est restée un pays de liberté régi par le droit grâce à l'engagement d'une génération entière de femmes et d'hommes courageux. Le peuple suisse a trouvé la force de poursuivre sur sa voie et de maintenir l'indépendance du pays malgré les pressions extrêmes exercées par les États étrangers. La Suisse est ainsi devenue un refuge pour de nombreuses personnes menacées et traquées.

J'exprime tous mes remerciements à cette génération de concitoyens.

J'aurai l'honneur de participer, le 8 mai prochain, à l'Assemblée des délégués de la Fédération suisse des communautés israéliites. Je me réjouis, à cette occasion, des échanges personnels avec des représentants du peuple juif qui nous permettront de replonger dans notre histoire commune et de considérer notre avenir, que nous préparons ensemble dans le respect de la liberté. »

(<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=47568>☞).

La Suisse comme refuge et la génération de concitoyens tout

entière qui est remerciée, voilà des formules englobantes qui ne rendent compte ni de la complexité des faits, ni des graves problèmes éthiques soulevés par les travaux que la Commission indépendante d'experts présidée par Jean-François Bergier a publiés en 2002. Ce message officiel fait ainsi injure à tous ceux qui s'efforcent au quotidien de promouvoir une vision réfléchie et critique du passé de la Suisse, de ses élites et de ses institutions face au national-socialisme. En réalité, il n'existe pas plus de génération de concitoyens qui auraient tous manifesté de la bravoure et de la solidarité qu'il n'existe de génération de concitoyens qui auraient tous globalement manqué à leurs responsabilités morales. En revanche, il existe une place financière, des élites économiques et diplomatiques et des autorités fédérales dont l'attitude à cette époque pose un certain nombre de problèmes.

Heureusement, la médiocrité de l'attitude du président de la Confédération n'empêche pas les historiens de faire leur travail. Ce même 27 janvier, Sacha Zala, le directeur des *Documents Diplomatiques suisses*, a fait état dans les médias de documents qui montrent que les autorités suisses avaient été clairement, et rapidement, informées du sort tragique réservé en masse à des victimes juives sur le front de l'Est (ces documents sont disponibles sur <http://www.dodis.ch/fr/dossiers-thematiques/dossier-la-suisse-les-persecutions-nazies-et-la-shoah>⁷).

Prenons quelques exemples.

Le 24 novembre 1941 déjà, un courrier du ministre (ambassadeur) de Suisse en Italie Paul Ruegger était accompagné d'une notice non-datée qui évoquait « *les procédés actuellement appliqués par les Autorités d'occupation dans les pays de l'Est [qui] tendent, en partie sciemment, vers une extermination biologique d'une grande partie des populations des régions occupées* » (DoDiS 11983, voir le site mentionné ci-dessus).

Le 14 mai 1942, Franz Rudolf von Weiss, consul de Suisse à Cologne, adressait des photographies au colonel-brigadier Roger Masson, le chef du service de sécurité et renseignements de l'armée suisse, avec le commentaire suivant : « *Je me permets de vous faire parvenir ci-joint, à titre strictement confidentiel, quelques photographies prises sur le front russe. L'une représente l'exécution de Polonais, les autres montrent la sortie de wagons allemands de cadavres de juifs après avoir été asphyxiés.* » (DoDiS 32107, voir le site mentionné ci-dessus ; ce document ne contient que la seconde photographie évoquée).

Et pourtant, le 13 août 1942, une circulaire d'Heinrich Rothmund, directeur de la division de la police du Département de justice et police, était envoyée aux polices cantonales pour leur donner des consignes très précises et très strictes, l'équivalent d'une véritable fermeture des frontières, susceptibles de faire face à un prétendu « *afflux des réfugiés étrangers civils et militaires* » (DoDiS 11988, voir le site mentionné ci-dessus).

Ces documents sont évidemment très évocateurs. Leur lecture rend d'autant plus invraisemblables les propos mystificateurs de M. Ueli Maurer. Depuis une quinzaine d'années, des efforts importants sont déployés en Suisse par différents acteurs, en particulier dans le monde scolaire, pour faire avancer, et pour transmettre aux nouvelles générations, une connaissance raisonnée de cette histoire tragique. Ce développement du travail d'histoire et de mémoire ne va pas de soi. Il est complexe, notamment parce qu'il est appelé à s'élaborer en tenant compte des spécificités des lieux d'où il se développe.

Ce travail est difficile, de longue haleine. Il n'est pas suffisamment soutenu par les autorités politiques pour lesquelles il ne constitue pas une priorité. Mais il progresse néanmoins. Ainsi, le verre est à moitié plein et il s'agit en quelque sorte d'empêcher tous ceux qui

veulent occulter les réalités du passé de le vider.

Rappeler cette nécessité est d'ailleurs d'autant plus important que la tâche est rude.

« *C'est pourquoi je dis aujourd'hui que, tout en sachant très bien que c'est véridique, je ne sais plus si c'est vrai* », écrivait à la fin de sa vie Charlotte Delbo, une résistante déportée qui a survécu à l'atrocité d'Auschwitz (*La mémoire et les jours*, Paris, Berg, 1985, rééd. 1995, p. 14). Dès lors, comment cette histoire et cette mémoire vont-elles évoluer au-delà de la disparition des témoins ? Voilà qui nous ramène une fois encore à ce qu'est toute la complexité de ce travail d'histoire et de mémoire, renouvelé de génération en génération, mais renouvelé aussi chaque année de volée en volée dans le cadre de l'école et du point de vue de ces passeurs d'histoire que sont les enseignants.

Ainsi, la nocivité du message du président de la Confédération helvétique en pleine Journée de la mémoire ne saurait être banalisée. Elle ne peut au contraire que nous alerter et nous inquiéter.

Charles Heimberg, Genève

